Elections générales en Afrique du Sud le 22 avril

@rib News, 10/02/2009 â€“ Source AFPLes prochaines Ã©lections gÃ©nÃ©rales en Afrique du Sud, qui devraient Ãªtre les plus disputÃ©es depuis le premier scrutin multiracial en 1994, auront lieu le 22 avril, a annoncÃ© mardi le prÃ©sident Kgalema Motlanthe."Nous nous sommes mis d'accord sur cette date avec la Commission Ã©lectorale et les chefs de gouvernement provinciaux", a dÃ©clarÃ© M. Motlanthe devant le Parlement au Cap (sud-ouest).
@rib News, PrÃ¨s de 22 millions d'Ã©lecteurs seront appelÃ©s Ã renouveler l'AssemblÃ©e nationale et les Parlements des neuf provinces du pays lors de ces quatriÃ¨mes Ã©lections gÃ©nÃ©rales depuis l'avÃ¨nement de la dÃ©mocratie.Les dÃ©putÃ© issus de ce scrutin Ã©liront ensuite le prÃ©sident de la RÃ©publique.Jacob Zuma, le chef du CongrÃ¨s national africain (ANC) ultra-majoritaire depuis 1994, fait figure de grand favori malgrÃ© une inculpation pour corruption.Fort d'une lÃ©gitimitÃ© tirÃ©e de la lutte contre le rÃ©gime sÃ©grÃ©gationniste, l'ANC a remportÃ© avec 62,6 Ã 69,7% des suffrages toutes les Ã©lections lÃ©gislatives depuis 15 ans.Sa majoritÃ© pourrait cette fois Ãªtre Ã©rodÃ©e par le CongrÃ¨s du Peuple (Cope), parti formÃ© pa des dissidents de l'ANC aprÃ¨s la rÃ©vocation fin septembre de l'ancien chef de l'Etat Thabo Mbeki.L'ANC, qui regroupe des courants idÃ©ologiques trÃ¨s variÃ©s, s'est fortement divisÃ© ces derniÃ¨res annÃ©es entre partisans du populaire mais controversÃ© Zuma et supporteurs de M. Mbeki, dont la politique a favorisÃ© l'Ã©mergence d'une classe moyenne noire mais a laissÃ© des millions de Sud-Africains dans la pauvretÃ©.Quinze ans aprÃ¨s la chute de l'apartheid, 43% des Sud-Africains vivent toujours avec moins de deux dollars par jour.En dÃ©cembre 2007, M. Zuma a arrachÃ© la prÃ©sidence du parti Ã son rival lors d'un congrÃ¨s aux allures de rÃ©volution interne. Ses partisans n'ont alors eu de cesse de demander la dÃ©mission du chef de l'Etat.Un jugement Ã©voquant des "interfÃ©rences politiques" dans les poursuites pour corruption contre leur leader -- rÃ©cemment renversÃ© en appel -- leur a fourni le prÃ©texte et la direction de l'ANC a finalement ordonnÃ© Ã Thabo Mbeki de quitter la prÃ©sidence de la RÃ©publique en septembre dernier.Il a Ã©tÃ© remplacÃ© par Kgaler Motlanthe, une figure conciliatrice qui devrait cÃ©der la place Ã M. Zuma aprÃ¨s les Ã©lections.L'ANC maintient en effet que son chef sera son candidat Ã la prÃ©sidence malgrÃ© ses dÃ©boires judiciaires, arguant de la prÃ©somption d'innocence. La semaine derniÃ¨re, un tribunal a fixÃ© au 25 aoÃ»t la date de son procÃ¨s pour corruption.Rien dans la Constitution sud-africaine n'empÃªche les poursuites contre le chef de l'Etat.M. Zuma est soupÃ§onnÃ© d'avoir acceptÃ©, alors qu'il Ã©tait vice-prÃ©sident (1999-2005) des pots-de-vin d'une filiale sud-africaine du groupe d'armement franÃ§ais ThalÃ¨s. NdlR : Pour rappel, c'est l'Afrique du Sud qui conduit la mÃ©diation rÃ©gionale dans le processus de paix au Burundi. Avant son limogeage en 2005 de la vice-prÃ©sidence sud-africaine, Jacob ZUMA Ã©tait le principal reprÃ©sentant de la mÃ©diation sud-africaine au Burundi.Â